

Elevages  
9, rue du sabot  
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 10/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 13/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL L'ETANG**

Kerigonan  
22780 Plounérin

Références : VD/JL/2025/08/13/01  
Code AIOT : 0052202277

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2025 dans l'établissement SARL L'ETANG implanté KERAMBORGNE 22780 Loguivy-Plougras. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL L'ETANG
- KERAMBORGNE 22780 Loguivy-Plougras
- Code AIOT : 0052202277
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Élevage avicole autorisé par arrêté préfectoral en date du 24 juin 2011, pour une capacité de 99 820 animaux équivalents en multi-production de volailles de chair, avec en annexe une fabrique d'engrais et supports de culture.

### **Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 04/05/2023, article 1	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 04/05/2023, article 1	Sans objet
3	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 04/05/2023, article 1	Sans objet
4	Respect mise en demeure	Arrêté Préfectoral du 04/05/2023, article 1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En l'absence de dépôt de dossier de mise à jour du plan de gestion des déjections, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 04 mai 2023 ne peut être levé.

Des éléments, externes à la volonté des exploitants et présentés et justifiés par ceux-ci, viennent expliquer le contexte.

La mise en demeure ne pourra être levée qu'à l'issue de l'instruction du dossier attendu, pour lequel un devis signé a été présenté et qui doit être déposé prochainement.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Respect mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  La SCEA LE GALL-MORVAN, sise « Keramborgne » à LOGUIVY-PLOUGRAS, est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 6 mois : l'article R.181-46 du code de l'environnement qui prévoit que tout changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation environnementale, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation et en particulier un document de mise à jour du plan d'épandage ;

<b>Constats :</b>  <b>Non Conforme :</b> Il n'y a pas eu de dossier de déposé. Cependant plusieurs éléments, externes à la volonté des exploitants et présentés et justifiés par ceux-ci sont à prendre en considération.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 2 : Respect mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  La SCEA LE GALL-MORVAN, sise « Keramborgne » à LOGUIVY-PLOUGRAS, est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 6 mois : l'article 23-III de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel ;
<b>Constats :</b>  <b>Conforme :</b> aménagements réalisés au niveau des accès aux abords de l'ouvrage. Absence d'écoulement dans le milieu le jour de l'inspection. Vigilance toutefois à l'intégrité de la couverture du hangar.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Respect mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2023, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  La SCEA LE GALL-MORVAN, sise « Keramborgne » à LOGUIVY-PLOUGRAS, est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 6 mois : l'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié qui prévoit que l'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie.
<b>Constats :</b>  <b>Constats réalisés lors de l'inspection :</b> Une réserve incendie (poche souple) a été achetée et est présente sur site. Elle n'est cependant ni opérationnelle, ni mise en place : accès de l'installation à revoir dans le cadre de la restructuration en projet. <b>Post-Inspection :</b> l'exploitant a transmis une photos attestant de la mise en place de la DECI.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il convient de faire réceptionner la réserve incendie par les services du SDIS. L'exploitant peut utilement se rapprocher du service ICPE s'il ne parvient pas à obtenir la validation de la réserve incendie.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Respect mise en demeure**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/05/2023, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Élevage, Mesure administrative</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La SCEA LE GALL-MORVAN, sise « Keramborgne » à LOGUIVY-PLOUGRAS, est mise en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 6 mois : l'article 3.3.3 de l'arrêté préfectoral du 24 juin 2011 et l'article 39 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 qui prévoient le contrôle et le suivi du compostage .</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Prises de températures et cahier de suivi du compostage : <b>Conforme.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>